

BÂTIR UNE ÉCONOMIE QUI TRAVAILLE POUR LE QUÉBEC

2. ALIMENTATION SCOLAIRE

L'enjeu

Aucun enfant ne devrait aller à l'école le ventre vide. Pourtant, le Canada demeure le seul pays du G7 à ne pas avoir de programme national d'alimentation scolaire. **En 2021, plus d'un enfant sur cinq vivait une forme d'insécurité alimentaire.** Le Québec, qui s'est déjà illustré avec ses politiques sociales ambitieuses, comme les CPE, a tout pour faire de l'accès universel à une alimentation de qualité un droit concret pour toutes et tous.

L'explication

Les acteurs de l'économie proposent une vision structurante de l'alimentation scolaire au Québec. **Confier la gestion d'un programme à ces entreprises d'ici permettrait de répondre à une demande croissante tout en renforçant l'inclusion sociale,** en créant des emplois dans les régions et en soutenant l'agriculture locale à circuits courts. Contrairement à une approche caritative ou à l'entreprise privée à but lucratif, **l'économie sociale agit de manière structurante : elle finance non seulement des repas, mais aussi des infrastructures durables au service des communautés.** Selon le Programme alimentaire mondial, chaque dollar investi dans un programme d'alimentation scolaire génère entre 3 et 10 dollars de retombées économiques. Lorsqu'il est investi dans l'économie sociale, ce dollar a un impact encore plus fort, car les surplus sont réinvestis dans la mission collective.



Des solutions performantes sur le terrain

Le réseau La Cantine pour tous réunit 94 entreprises d'économie sociale qui transforment et distribuent des repas dans 170 écoles du Québec. La demande ne cesse toutefois d'augmenter : près de 100 écoles figurent déjà sur la liste d'attente. Grâce à un système de contribution volontaire, les familles paient selon leurs moyens, en toute confidentialité, sans stigmatisation. La Cantine pour tous comble la différence, garantissant une rémunération juste pour les traiteurs sociaux et un accès équitable à des repas de qualité pour tous les enfants.

33%

des bénéficiaires d'aide
alimentaire au Québec
sont des enfants

Comment l'État peut agir

En alimentation scolaire, le gouvernement peut jouer un rôle de catalyseur en liant les initiatives locales et en favorisant la concertation entre les acteurs du milieu. Plusieurs leviers sont possibles :

Diriger les fonds publics actuels et futurs dédiés à l'alimentation scolaire vers des entreprises collectives.

Créer un programme alimentaire universel accessible à tous les élèves.

Appuyer le développement de pôles logistiques alimentaires et de systèmes alimentaires territoriaux qui créent de la valeur tout au long de la chaîne agricole de la production à la consommation.

Le coût de l'inaction

Sans programme structuré, des milliers d'enfants continueront de souffrir des conséquences de la faim sur l'apprentissage. L'insécurité alimentaire freinera leur réussite scolaire, accentuera les inégalités sociales et entraînera des coûts plus lourds en santé et en éducation. Chaque année sans agir, la facture collective ne fait qu'augmenter.

